

L'état de la nation : réaction de Greenpeace sur le discours du Premier Ministre

Luxembourg, le 12 octobre 2022 - Lors du discours sur l'état de la nation du premier ministre Xavier Bettel, ce-dernier a mis l'accent sur les crises actuelles et les efforts du gouvernement pour soutenir les citoyen-nes et les entreprises. Greenpeace Luxembourg applaudit l'analyse de la situation par le gouvernement, mais estime que les mesures sont insuffisantes pour lutter contre le changement climatique et l'injustice sociale.

« L'urgence de la situation, cristallisée par les événements météorologiques de plus en plus récurrents, demande une action plus importante, qui ne se limite pas au constat », explique Raymond Aendekerk, directeur de Greenpeace Luxembourg. « Les mesures prises jusqu'à présent pour la protection du climat, la réduction de la consommation de combustibles fossiles et du transport individuel, les mesures écologiques dans l'agriculture, etc. n'ont pas été suffisamment ciblées. De nombreuses opportunités ont été manquées. Xavier Bettel affirme que les dépenses actuelles et planifiées pour la protection du climat et de la biodiversité sont un investissement pour l'avenir. Néanmoins il est nécessaire de le financer en percevant l'argent dans les comportements les moins durables. Le problème ce sont les actes, parfois courageux qui manquent pour mener à la vision d'un autre avenir, moins sombre que celui vers lequel nous nous dirigeons ».

Pour Frédéric Meys, chargé de Campagne de Greenpeace Luxembourg : *« Bien que le mot "responsabilité" revienne souvent, certains acteurs semblent pouvoir se soustraire à leur responsabilité, car des milliards sont encore investis dans des projets nuisibles au climat et aux droits de l'homme par le biais de l'industrie financière ou du fonds de pension de l'État luxembourgeois. De plus, la vaste réforme fiscale annoncée n'a pas été menée si ce n'est quelques modifications comme l'impôt foncier ou la taxe sur la spéculation. »*

L'agriculture a obtenu un peu plus de place avec la nouvelle loi agraire qui doit freiner la croissance du nombre des vaches laitières, ce qui est bon pour la protection du climat, de l'eau et de la nature. Néanmoins, une très mauvaise communication et un manque de propositions alternatives réalisables mènent à une résistance du monde agricole.

Comme le disait Xavier Bettel : *« Le changement climatique n'est pas une fatalité, mais le temps presse. »* Les pas du gouvernement vont dans la bonne direction mais ne sont pas suffisants face à l'ampleur de l'urgence dans laquelle nous nous trouvons.